

Liaison

Liaison
La revue des arts | Acadie | Ontario | Ouest

Radio-Canada **Mythes et réalités d'une institution**

Marie-Élisabeth Brunet and Pierre Juneau

Number 63, September 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42477ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Brunet, M.-É. & Juneau, P. (1991). Radio-Canada : mythes et réalités d'une institution. *Liaison*, (63), 38-39.

Tous droits réservés © Les Éditions l'Interligne, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Mythes et réalités d'une institution

Tour à tour président du Conseil de la radio-télévision canadienne, sous-secrétaire d'État, sous-ministre aux Communications et président de la Société Radio-Canada, Pierre Juneau suit depuis plus de deux décennies l'évolution de la radio et de la télévision au pays. Marie-Élisabeth Brunet l'a rencontré chez lui à Montréal pour discuter de l'impact, particulièrement pour les communautés francophones hors Québec, des réductions budgétaires passées et à venir à Radio-Canada.

Il y aura bientôt un an que la hache est tombée à Radio-Canada. Peut-on encore espérer la réouverture des stations qui ont été fermées ou est-ce que le dossier est clos?

Pour qu'on puisse revenir sur ces décisions-là, il faudrait à tout le moins un autre gouvernement et une autre attitude de la part du gouvernement face au financement de Radio-Canada. J'ai toujours dit que les décisions prises par Radio-Canada étaient extrêmement regrettables et qu'elles étaient difficilement défendables, mais qu'elles étaient aussi défendables que n'importe quelle autre décision qui aurait eu pour effet d'économiser les mêmes sommes.

Est-ce dire qu'il n'y a pas d'autre façon de gérer le déficit de Radio-Canada que par des réductions de la programmation?

Je ne crois pas. C'était la septième année de coupures budgétaires à Radio-Canada. Dans les premières années, on a beaucoup coupé dans l'administration, mais vient un temps où on ne peut plus économiser beaucoup d'argent comme ça. Peut-être y aurait-il eu d'autres moyens de retrancher 108 millions, mais ils auraient causé autant de tort aux auditoires francophones minoritaires. Ça aurait été une autre douleur, mais ç'aurait été pénible quand même.

Devrait-on envisager une plus grande commercialisation de Radio-Canada?

Moi j'y serais tout à fait opposé. L'obligation de Radio-Canada de faire tant de publicité est en train de tuer Radio-Canada. Déjà c'est allé beaucoup trop loin. Pour des raisons purement commerciales, on a été obligé de mettre plus de programmes légers, frivoles, dans l'espoir d'atteindre un plus grand auditoire. Le résultat, c'est que les gens qui ont toujours été des supporteurs de Radio-Canada la lâchent comme téléspectateurs parce qu'il n'y a plus de différence avec les stations privées. Si on continue dans cette direction là, les hommes politiques qui sont contre Radio-Canada vont être bien contents car ils pourront dire que le public n'y tient pas tant que ça.

Comment expliquez-vous cette perception assez répandue chez la population que Radio-Canada coûte cher pour ce qu'elle produit?

En partie parce que la presse répète des clichés sans aller regarder les faits. Il faudrait qu'elle examine Radio-Canada à partir de critères de productivité précis, au lieu de rapporter des banalités du genre qu'à l'ouverture du Parlement il y avait plus de véhicules de Radio-Canada qu'il y en avait de CTV. Moi je pense que les coûts administratifs à Radio-Canada ne sont pas plus considérables qu'au gouvernement fédéral et que dans beaucoup d'institutions privées. Mais les gens fonctionnent avec des clichés et c'est rentré dans la mentalité que Radio-Canada coûte cher et c'est très difficile de changer ça.

Marie-Élisabeth Brunet et Pierre Juneau



Photo : Marc A. Price

Mais est-ce que Radio-Canada n'est pas un peu responsable de son image publique négative?

Il faudrait faire l'histoire de la culture de l'institution qu'est Radio-Canada. Mais on peut prétendre, je crois par intuition, qu'il s'est établi une espèce d'orgueil institutionnel, une espèce de suffisance dont les gens ne se rendent même pas compte parce que ça se fait au cours des années. J'ai souvent dit au personnel qu'on devait cultiver l'humilité institutionnelle et j'ai insisté sur le fait qu'on est là pour le service des gens, pas pour nous. Mais c'est très difficile parce que ceux qui sont à l'écran et au micro veulent être des stars et ça, ça se transmet à l'ensemble de l'institution. La machine risque de tomber dans le piège de vivre pour elle-même.

Vous disiez tout à l'heure qu'il faudrait à tout le moins un changement de gouvernement pour arrêter l'hémorragie à Radio-Canada. Comment expliquer cette dent des Conservateurs contre Radio-Canada?

Les gouvernements n'aiment pas les entreprises de presse. Mais ils ne peuvent pas faire grand chose contre *Le Devoir* ou le *Globe and Mail*. Or quand il s'agit de Radio-Canada, ils se disent « Pourquoi est-ce qu'on se laisserait embêter. Après tout, c'est à nous cette affaire- là ». Il y en a qui ont un sentiment de possession, comme si c'était leur pelle, leur cheval. L'autre facteur c'est que Radio-Canada est obligée d'aller au Conseil du Trésor pour ses budgets plusieurs fois par année. Si la demande arrive à un moment où le degré d'irritation des députés et des ministres est particulièrement élevé à cause de ce qui a été rapporté aux nouvelles la veille, les chances d'obtenir des crédits supplémentaires sont d'autant diminuées. Le système de financement de Radio-Canada est très mauvais. Il faudrait un financement quinquennal de telle façon que les colères d'hier soir n'interviennent pas dans les décisions d'aujourd'hui au Conseil du Trésor. Ces commentaires valent pour tous les gouvernements, mais je crois qu'il y a chez les Conservateurs une plus grande proportion d'ennemis de Radio-Canada. Même le gouvernement de Margaret Thatcher, qui ne portait pas la BBC dans son cœur, accordait un meilleur traitement à sa radio et télévision d'État. La redevance accordée à la BBC sera indexée au coût de la vie pour les cinq prochaines années. Si Radio-Canada avait eu une telle garantie depuis sept ou huit ans, on aurait pu augmenter la programmation.



Photo : Marc A. Price

En terminant, on attend pour l'année qui vient de nouvelles réductions de l'ordre d'au moins 50 millions de dollars. La population pourrait-elle faire quelque chose pour prévenir le coup?

Peut-être qu'on ne pourrait pas changer l'attitude de ce gouvernement-ci. Mais il faudrait exercer des pressions sur les partis d'opposition pour qu'ils se compromettent maintenant au sujet de la politique qu'ils suivraient s'ils étaient au gouvernement. Et je me demande si le mouvement ne devrait pas partir des régions, parce que c'est là que les gens se rendent davantage compte du caractère indispensable de Radio-Canada. Vous me direz que c'est injuste de faire porter ce poids-là sur les régions, mais on fait une stratégie avec les moyens qu'on a. C'est sûr que la Fédération des Communautés francophones et acadienne du Canada a d'autres chats à fouetter. Mais elle a une écoute auprès du public, les politiciens la craignent et la presse s'y intéresse. Elle pourrait avoir un apport important parce que c'est quand on attaque les faibles que l'opinion publique s'émeut le plus.

Pierre Juneau : « il y a chez les Conservateurs une plus grande proportion d'ennemis de Radio-Canada ».